



Revue de presse
Café presse - Commerce de
proximité
Février 2025

SOMMAIRE

03/03/2025

(12 articles)

 samedi 1 mars 2025	« Les maires doivent avoir le pouvoir de décider des commerces qui s'implantent en centre-ville » (225 mots) Vienne  7 932	Page 5
 samedi 1 mars 2025	« Les maires doivent avoir le pouvoir de décider des commerces qui s'implantent en centre-ville » (225 mots) Indre  513 000  141 424	Page 6
 vendredi 28 février 2025	Châteauroux : pour Gil Avérous, « les maires doivent pouvoir décider des commerces qui s'implantent en centre-ville » Martine Roy (346 mots) Edition Principale	Page 7
 vendredi 28 février 2025	Villes de France / commerces : Le président de Villes de France, M (265 mots)	Page 9
 vendredi 28 février 2025	Une « désertification » des centres-villes ? (105 mots) Edition Altkirch/Sundgau, Edition Colmar, Edition Guebwiller, ...  210 000  58 235	Page 10
 vendredi 28 février 2025	Une « désertification » des centres-villes ? (105 mots) Colmar, Erstein et Benfeld, Guebwiller, Haguenau, Molsheim - Schirmeck, ...  524 000  124 771	Page 11
 jeudi 27 février 2025	Vers une « désertification » commerciale des centres-villes ? (440 mots) Edition principale  27	Page 12



Commerce: les villes moyennes alertent sur un risque de désertification des centres-villes (434 mots)
Edition principale

Page 14



Commerce: les villes moyennes alertent sur un risque de désertification des centres-villes (408 mots)

Page 20



RMC - Estelle Midi : On ne va pas se mentir - 28 février 2025 - 13:30 (349 mots)

Page 22



RMC - Apolline Matin - 28 février 2025 - 08:14 (460 mots)

Page 23



BFM Grand Lille - Bonsoir Lille - 28 février 2025 - 18:16 (318 mots)

Page 24

03/03/2025



TOURS

« Les maires doivent avoir le pouvoir de décider des commerces qui s'implantent en centre-ville »

agenda

« Les maires doivent avoir le pouvoir de décider des commerces qui s'implantent en centre-ville », Dans une lettre donnée,

la phrase

« Les maires doivent pouvoir décider des commerces qui s'implantent en centre-ville. »

Invité sur RMC, hier, **le maire de Châteauroux Gil Avérous**, président de Villes de France, a abordé les inquiétudes des élus face à la « désertification commerciale des centres-villes ». « Les grandes enseignes de prêt-à-porter ont

quitté nos centres-villes et sont remplacées progressivement par des activités de barbers, laveries, kebabs, dont on sait qu'une grande partie de l'activité consiste à blanchir l'argent de la drogue. Aujourd'hui, on n'a pas suffisamment de moyens juridiques pour nous permettre de contrôler ces implantations. »

Pour « préserver le dynamisme, l'attractivité et la sécurité » des centres-villes, Gil Avérous considère que « les maires doivent avoir le pouvoir de décider des commerces qui s'implantent ». Il réclame ainsi, au nom de l'association qu'il préside, des « moyens adminis-

tratifs plus rapides. Si on veut combattre l'e-commerce et le commerce de périphérie, il faut un centre-ville avec de la qualité et de la diversité. Actuellement, si on veut limiter ou contrôler les types d'activités qui s'y installent, nous avons le Plan local d'urbanisme. Mais quand on veut le modifier, il faut entre trois et cinq ans. Il faut nous donner la possibilité par arrêté municipal de délimiter des zones dans lesquelles on autorise tel type de commerce ou pas. »

M. R. ■





TOURS

« Les maires doivent avoir le pouvoir de décider des commerces qui s'implantent en centre-ville »

agenda

« Les maires doivent avoir le pouvoir de décider des commerces qui s'implantent en centre-ville », Dans une lettre donnée,

la phrase

« Les maires doivent pouvoir décider des commerces qui s'implantent en centre-ville. »

Invité sur RMC, hier, **le maire de Châteauroux Gil Avérous**, président de Villes de France, a abordé les inquiétudes des élus face à la « désertification commerciale des centres-villes ». « Les grandes enseignes de prêt-à-porter ont

quitté nos centres-villes et sont remplacées progressivement par des activités de barbers, laveries, kebabs, dont on sait qu'une grande partie de l'activité consiste à blanchir l'argent de la drogue. Aujourd'hui, on n'a pas suffisamment de moyens juridiques pour nous permettre de contrôler ces implantations. »

Pour « préserver le dynamisme, l'attractivité et la sécurité » des centres-villes, Gil Avérous considère que « les maires doivent avoir le pouvoir de décider des commerces qui s'implantent ». Il réclame ainsi, au nom de l'association qu'il préside, des « moyens adminis-

tratifs plus rapides. Si on veut combattre l'e-commerce et le commerce de périphérie, il faut un centre-ville avec de la qualité et de la diversité. Actuellement, si on veut limiter ou contrôler les types d'activités qui s'y installent, nous avons le Plan local d'urbanisme. Mais quand on veut le modifier, il faut entre trois et cinq ans. Il faut nous donner la possibilité par arrêté municipal de délimiter des zones dans lesquelles on autorise tel type de commerce ou pas. »

M. R. ■



CHATEAUROUX—INDRE

: LANOUELLEREPUBLIQUE.FR

Châteauroux : pour Gil Avérous, « les maires doivent pouvoir décider des commerces qui s'implantent en centre-ville »



Gil Avérous, président de Villes de France, réclame des moyens juridiques pour lutter contre la désertification commerciale des centres-villes. © Photo NR, Thierry Roulliaud

Dans une interview sur RMC, ce vendredi 28 février 2025, Gil Avérous, maire de Châteauroux et président de Villes de France, a alerté sur la « désertification commerciale des centres-villes » et la hausse « des commerces de façade destinés à blanchir l'argent de la drogue ».

Dans une lettre datée du 3 février 2025 et publiée sur son site internet, l'association Villes de France alerte le gouvernement sur le risque de « *désertification commerciale des centres-villes* » et la nécessité de donner « *aux maires de nouveaux outils leur permettant de valider l'installation de certains magasins* ». En ligne de mire de l'association, « *l'augmentation des commerces de façade* » – liés au narcotrafic – qui « *nuit à la qualité du parcours marchand* », estime-t-elle.

« Il faut être plus réactifs »

Invité sur RMC, ce vendredi 28 février, le maire de Châteauroux Gil Avérous, président de Villes de France, a explicité la demande. « *Les grandes enseignes de prêt-à-porter ont quitté nos centres-villes et sont remplacées progressivement par des activités de bars, laveries, kebabs, dont on sait qu'une grande partie de l'activité consiste à blanchir l'argent de la drogue. Aujourd'hui, on*

n'a pas suffisamment de moyens juridiques pour nous permettre de contrôler ces implantations. »

Pour « préserver le dynamisme, l'attractivité et la sécurité » des centres-villes, Gil Avérous considère que « les maires doivent avoir le pouvoir de décider des commerces qui s'implantent en centre-ville ». Il réclame ainsi, au nom de l'association qu'il préside, des « moyens administratifs plus rapides. Si on veut combattre l'e-commerce et le commerce de périphérie, il faut un centre-ville avec de la qualité et de la diversité. Actuellement, si on veut limiter ou contrôler les types d'activités qui s'y installent, nous avons le Plan local d'urbanisme. Mais quand on veut le modifier, il faut entre trois et cinq ans. Il faut nous donner la possibilité par arrêté municipal de délimiter des zones dans lesquelles on autorise tel type de commerce ou pas. »

par Martine Roy



Villes de France / commerces : Le président de Villes de France, M

Villes de France / commerces : Le président de Villes de France, M. Gil AVEROUS, maire (DVD) de Châteauroux, président de Châteauroux métropole, ancien ministre, a alerté hier sur un risque de "désertification" commerciale des centres-villes, notamment dans le secteur de l'habillement et des biens d'équipements de la personne. "Il y a une urgence aujourd'hui (...). J'ai peur qu'on ait vraiment une désertification commerciale des centres-villes qui soit difficilement réversible", a-t-il déclaré. Selon M. Pascal MADRY, directeur de l'Institut pour la Ville et le

commerce (IVC), "le taux de vacance en centre-ville a atteint 14 % en 2024, un record", reprenant sa courbe ascendante d'avant-covid. Alors qu'il représentait un tiers de l'offre du commerce en centre-ville en 2014, le textile est passé à 22 % aujourd'hui. "Les petits commerces sont en train de mourir et personne ne s'en inquiète (...). On sent aussi une baisse de qualité des commerces en centre-ville qui sont remplacés par de la restauration rapide", a commenté M. Gil AVEROUS. Il a appelé le gouvernement à "doter les élus d'un pouvoir de maîtrise de la typologie des commerces qui s'installent"

afin de lutter également contre l'installation de commerces servant selon lui "au blanchiment d'argent issu de la drogue", tels des laveries, barbiers, coiffeurs ou kebabs. Les représentants de Villes de France demandent "un vrai plan de soutien aux commerçants" avec une aide au financement de la modernisation des commerces, notamment pour la rénovation énergétique du bâti, ainsi qu'une "fiscalité sur les entrepôts logistiques liés au commerce en ligne".

■





Une « désertification » des centres-villes ?

Le président de l'association des villes moyennes, Gil Avérous, a alerté jeudi sur un risque de « désertification » commerciale des centres-villes, notamment dans le secteur de l'habillement et des biens d'équipements de la

personne. « Les petits commerces sont en train de mourir et personne ne s'en inquiète », a-t-il commenté. Alors qu'il représentait un tiers de l'offre du commerce en centre-ville en 2014, le textile est passé à 22 %. Les représentants de

Villes de France demandent « un vrai plan de soutien » avec une aide au financement de la modernisation des commerces, ainsi qu'une « fiscalité sur les entrepôts logistiques liés au commerce en ligne ». ■





ÉCONOMIE - BOURSE

Une « désertification » des centres-villes ?

Le président de l'association des villes moyennes, Gil Avérous, a alerté jeudi sur un risque de « désertification » commerciale des centres-villes, notamment dans le secteur de l'habillement et des biens d'équipements de la

personne. « Les petits commerces sont en train de mourir et personne ne s'en inquiète », a-t-il commenté. Alors qu'il représentait un tiers de l'offre du commerce en centre-ville en 2014, le textile est passé à 22 %. Les représentants de

Villes de France demandent « un vrai plan de soutien » avec une aide au financement de la modernisation des commerces, ainsi qu'une « fiscalité sur les entrepôts logistiques liés au commerce en ligne ». ■



Vers une « désertification » commerciale des centres-villes ?

Par l'AFP Un record de taux de vacance en 2024. Le président de l'association des villes moyennes, Gil Avérous, a alerté jeudi sur

un risque de "désertification" commerciale des centres-villes, notamment dans le secteur de l'habillement et des biens d'équipements de la personne.

Il "y a une urgence aujourd'hui (...). J'ai peur qu'on ait vraiment une désertification commerciale des centres-villes qui soit difficilement réversible", a déclaré devant la presse le président de Villes de France, l'association des villes de 10.000 à 100.000 habitants. Le prêt-à-porter traverse une crise violente depuis plus d'un an. Camaïeu, Kookaï, Gap France, André, Pimkie, IKKS... Ces marques bien connues des centres-villes ont souffert d'un cocktail détonant, entre pandémie de Covid-19, inflation, hausse des prix de l'énergie, des matières premières, des loyers et des salaires, ou encore concurrence de la seconde main et de la "fast fashion". Selon Pascal Madry, directeur de l'Institut pour la Ville et le commerce (IVC), "le taux de vacance en centre-ville a atteint 14% en 2024, un record", reprenant sa courbe ascendante d'avant-covid. Alors qu'il représentait un tiers de l'offre du commerce en centre-ville en 2014, le textile est passé à 22% aujourd'hui. "Les petits commerces sont en train de mourir et personne ne s'en inquiète (...). On sent aussi une baisse de qualité des commerces en centre-ville qui sont remplacés par de la restauration rapide", a commenté Gil Avérous.

Un "vrai plan de soutien"

Celui qui est également maire divers droite de Châteauroux appelle le gouvernement à "doter les élus d'un pouvoir de maîtrise de la typologie des commerces qui s'installent" afin de lutter également contre l'installation de commerces servant selon lui "au blanchiment d'argent issu de la drogue", tels des laveries, barbiers, coiffeurs ou kebabs. Les représentants de Villes de France demandent "un vrai plan de soutien aux commerçants" avec une aide au financement de la modernisation des commerces, notamment pour la rénovation énergétique du bâti, ainsi qu'une "fiscalité sur les entrepôts logistiques liés au commerce en ligne". "Aujourd'hui, on ne voit pas la vision gouvernementale en termes de soutien aux commerces et aux centres-villes. On a même l'impression que, pour le gouvernement, c'est une cause perdue", a ajouté M. Avérous. Selon l'IVC, les dépenses des ménages s'effectuent à 66% en périphérie des villes, à 12% en centre-ville, 10% sur internet et 12% dans les faubourgs ou en ruralité. La hausse de la vacance commerciale touche également les grandes villes et les galeries marchandes.

https://www.cbnews.fr/sites/cbnews.fr/files/styles/panoramic_w1200/public/2025-02/open.jpg?itok=fQ9fqHVM



https://www.cbnews.fr/sites/cbnews.fr/files/styles/panoramic_w1200/public/2025-02/open.jpg?itok=fQ9fqHVM



https://www.cbnews.fr/sites/cbnews.fr/files/styles/panoramic_w800/public/2025-02/open.jpg?itok=BbcfQwDm



Commerce: les villes moyennes alertent sur un risque de "désertification" des centres-villes

Le président de l'association des villes moyennes, Gil Avérous, a alerté jeudi sur un risque de "désertification" commerciale des centres-villes, notamment

dans le secteur de l'habillement et des biens d'équipements de la personne.

"Il y a une urgence aujourd'hui (...). J'ai peur qu'on ait vraiment une désertification commerciale des centres-villes qui soit difficilement réversible", a déclaré devant la presse le président de Villes de France, l'association des villes de 10.000 à 100.000 habitants.

Le prêt-à-porter traverse une crise violente depuis plus d'un an. Camaïeu, Kookaï Gap France, André Pimkie IKKS ... Ces marques bien connues des centres-villes ont souffert d'un cocktail détonant, entre pandémie de Covid-19, inflation, hausse des prix de l'énergie, des matières premières, des loyers et des salaires, ou encore concurrence de la seconde main et de la "fast fashion".

Selon Pascal Madry, directeur de l'Institut pour la Ville et le commerce (IVC), "le taux de vacance en centre-ville a atteint 14% en 2024, un record", reprenant sa courbe ascendante d'avant-Covid.

Alors qu'il représentait un tiers de l'offre du commerce en centre-ville en 2014, le textile est passé à 22% aujourd'hui.

"Les petits commerces sont en train de mourir et personne ne s'en inquiète (...). On sent aussi une baisse de qualité des commerces en centre-ville qui sont remplacés par de la restauration rapide", a commenté Gil Avérous.

Celui qui est également maire divers droite de Châteauroux appelle le gouvernement à "doter les élus d'un pouvoir de maîtrise de la typologie des commerces qui s'installent" afin de lutter également contre l'installation de commerces servant selon lui "au blanchiment d'argent issu de la drogue", tels des laveries, barbiers, coiffeurs ou kebabs.

Les représentants de Villes de France demandent "un vrai plan de soutien aux commerçants" avec une aide au financement de la modernisation des commerces, notamment pour la rénovation énergétique du bâti, ainsi qu'une "fiscalité sur les entrepôts logistiques liés au commerce en ligne".

"Aujourd'hui, on ne voit pas la vision gouvernementale en termes de soutien aux commerces et aux centres-villes. On a même l'impression que, pour le gouvernement, c'est une cause perdue", a ajouté Gil Avérus.

Selon l'IVC, les dépenses des ménages s'effectuent à 66% en périphérie des villes, à 12% en centre-ville, 10% sur internet et 12% dans les faubourgs ou en ruralité. La hausse de la vacance commerciale touche également les grandes villes et les galeries marchandes.

Paris, 27 fév 2025 (AFP)



<https://media.fashionnetwork.com/cdn-cgi/image/fit=cover,width=600,height=600,format=auto/m/1bd7/d988/dc58/3495/c4e9/3da4/fc9f/e8ce/678b/bfc8/bfc8.jpg>

Shutterstock

Commerce: les villes moyennes alertent sur un risque de "désertification" des centres-villes

Paris, 27 fév 2025 (AFP) - Le président de l'association des villes moyennes, Gil Avérous, a alerté jeudi sur un risque de "désertification" commerciale des centres-villes, notamment dans le secteur de l'habillement et des biens d'équipements de la personne.

"Il y a une urgence aujourd'hui (...). J'ai peur qu'on ait vraiment une désertification commerciale des centres-villes qui soit difficilement réversible", a déclaré devant la presse le président de Villes de France, l'association des villes de 10.000 à 100.000 habitants.

Le prêt-à-porter traverse une crise violente depuis plus d'un an. Camaïeu, Kookaï, Gap France, André, Pimkie, IKKS... Ces marques bien connues des centres-villes ont souffert d'un cocktail détonant, entre pandémie de Covid-19, inflation, hausse des prix de l'énergie, des matières premières, des loyers et des salaires, ou encore concurrence de la seconde main et de la "fast fashion".

Selon Pascal Madry, directeur de l'Institut pour la Ville et le commerce (IVC), "le taux de vacance en centre-ville a atteint 14% en 2024, un record", reprenant sa courbe ascendante d'avant-covid.

Alors qu'il représentait un tiers de l'offre du commerce en centre-ville en 2014, le textile est passé à 22% aujourd'hui.

"Les petits commerces sont en train de mourir et personne ne s'en inquiète (...). On sent aussi une baisse de qualité des commerces en centre-ville qui sont remplacés par de la restauration rapide", a commenté Gil Avérous.

Celui qui est également maire divers droite de Châteauroux appelle le gouvernement à "doter les élus d'un pouvoir de maîtrise de la typologie des commerces qui s'installent" afin de lutter également contre l'installation de commerces servant selon lui "au blanchiment d'argent issu de la drogue", tels des laveries, barbiers, coiffeurs ou kebabs.

Les représentants de Villes de France demandent "un vrai plan de soutien aux commerçants" avec une aide au financement de la modernisation des commerces, notamment pour la rénovation énergétique du bâti, ainsi qu'une "fiscalité sur les entrepôts logistiques liés au commerce en ligne".

"Aujourd'hui, on ne voit pas la vision gouvernementale en termes de soutien aux commerces et aux centres-villes. On a même

l'impression que, pour le gouvernement, c'est une cause perdue", a ajouté M. Avérous.

Selon l'IVC, les dépenses des ménages s'effectuent à 66% en périphérie des villes, à 12% en centre-ville, 10% sur internet et 12% dans les faubourgs ou en ruralité. La hausse de la vacance commerciale touche également les grandes villes et les galeries marchandes.





RMC - Estelle Midi : On ne va pas se mentir - 28 février 2025
- 13:30

dvd pfeiffer zapping strike barret gil sont-ils endormir optimal détailler
averous rémy apolline ramasser polyester exiger craindre renne
mijoter couette





RMC - Apolline Matin - 28 février 2025 - 08:14

neuville diversity coiffeur énerver importer préempter suffire
périphérie blanchiment cheveu barber souhaitable gil shop jill brevet
commerçant averous barbier manie





BFM Grand Lille - Bonsoir Lille - 28 février 2025 - 18:16

craon vous-mêmes sofiane craindre jumet adoue vacance impressionner
insister chéreau inaugurer prêt-à-porter administrateur élisabeth désertification
orienter aubry viva douai sont-ils

